



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/18961/Add.3

26 août 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA
RESOLUTION 591 (1986) DU CONSEIL DE SECURITE**

Annexe II

Passages essentiels des réponses reçues des Etats

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
BELGIQUE	2
BULGARIE	2
FINLANDE	2

BELGIQUE

[Original : français]

[31 juillet 1987]

La Belgique applique scrupuleusement toutes les dispositions de la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité.

BULGARIE

[Original : anglais]

[18 août 1987]

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a fait savoir à maintes reprises que la menace que la politique d'agression et d'apartheid de l'Afrique du Sud fait peser sur la paix et la sécurité internationales lui inspire de vives inquiétudes. Mettre fin à toute forme de coopération avec le régime raciste de Pretoria pour isoler totalement celui-ci est à l'heure actuelle l'objectif primordial en vue de contraindre l'Afrique du Sud à se conformer à la volonté de la communauté internationale.

Guidé par cet objectif, le Gouvernement bulgare appuie sans réserve et applique scrupuleusement toutes les décisions et résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale concernant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Comme on le sait, la République populaire de Bulgarie n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, que ce soit sur le plan politique, économique, commercial, culturel, sportif ou autre. La République populaire de Bulgarie condamne catégoriquement l'appui que certains gouvernements occidentaux continuent d'apporter au régime raciste et considère que cet appui est le principal obstacle à l'élimination de l'apartheid et au règlement équitable des questions concernant l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie continuera de soutenir concrètement les efforts que l'ONU déploie pour isoler complètement le régime criminel de Pretoria et mettre fin à toutes formes de coopération de la part des gouvernements, des sociétés et des organisations internationales, jusqu'à ce que les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie puissent exercer leurs droits légitimes et que le système d'apartheid ait été aboli.

FINLANDE

[Original : anglais]

[18 août 1987]

Conformément à l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité en 1977, toute fourniture d'armes et de matériel connexe de tous types à l'Afrique du Sud, y compris la vente et le transfert d'armes et de munitions, de véhicules et de matériel militaires, de matériel et de pièces détachées destinés aux forces de police paramilitaires, a été interdite par le décret présidentiel du 23 décembre 1977.

En juin 1987, le Parlement finlandais a adopté une loi qui interdit toutes les importations en provenance d'Afrique du Sud et toutes les exportations à destination de ce pays.

La Finlande ne coopère pas avec l'Afrique du Sud dans le domaine militaire ou nucléaire.

